



Direction des affaires juridiques
Cellule marchés publics
Avenue Côte de Nacre
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9

DOCUMENT DE CONSULTATION

PROCEDURE ADAPTEE n° BIO2025-149

En application des articles L2123-1 et R2123-1 1°
du Code de la commande publique

Acheteur public :

Frédéric VARNIER
Directeur général du CHU Caen Normandie

Objet :

**Prestations de mises à disposition d'enregistreurs holters ECG avec
interprétation pour le CHU Caen Normandie**

DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES : **mardi 25 novembre 2025 à 12H00**

SOMMAIRE

1	NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC.....	4
2	OBJET	4
3	CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
	➤ <i>Le besoin n'est pas alloti.....</i>	<i>4</i>
	➤ <i>L'ensemble des prestations conclues au contrat prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu sans minimum et un maximum fixé en valeur pour 12 mois.</i>	<i>4</i>
	➤ <i>Les variantes sont autorisées</i>	<i>5</i>
	➤ <i>Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires</i>	<i>5</i>
	➤ <i>Présentation sur site :.....</i>	<i>5</i>
4	DEROULEMENT DE LA CONSULTATION	5
4.1	MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER.....	5
4.2	CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION	6
4.3	PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
4.4	DELAJ MINIMUM PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE	7
4.5	MODALITES DE REMISE DES OFFRES	7
4.6	CRITERES D'ATTRIBUTION	7
4.7	DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS.....	7
4.8	PREUVE DE LA SITUATION DU SOUMISSIONNAIRE AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE	7
5	LISTE DES PIECES CONTRACTUELLES	8
6	DUREE ET DELAI D'EXECUTION	8
6.1	DUREE	8
6.2	DELAJ D'EXECUTION	8
7	OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	9
7.1	CONDITIONS DE LIVRAISON	9
7.2	CONDITIONS D'ADMISSION	10
8	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	10
8.1	MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX	10
	➤ <i>Clause de sauvegarde.....</i>	<i>11</i>
8.2	TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENTS.....	11
8.3	CONDITIONS DE REGLEMENT.....	11
9	GARANTIE.....	12
10	AVANCE ET ACOMPTE.....	12
10.1	AVANCE	12
10.2	ACOMPTE	12
11	RETENUE DE GARANTIE	12
12	EXECUTION DU MARCHE	12
12.1	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE.....	12
12.2	MODIFICATION DU MARCHE	13
12.3	VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE	13
12.4	RESILIATION	13
12.5	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	13
NOTE DE PROCEDURE RELATIVE AUX REPONSES ELECTRONIQUES : PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT		
« PLACE ».....		14
I - MODALITES DE REMISE DES PLIS		14

1 - Outils requis pour effectuer la réponse électronique	14
2 - Présentation des fichiers de réponse	14
3 - Plis volumineux.....	14
4 - Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé	15
II - TRAITEMENT DES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS (VIRUS).....	15
III - COPIE DE SAUVEGARDE.....	16
IV - « REMATERIALISATION » DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES	16

1 NOM ET ADRESSE DE L'ACHETEUR PUBLIC

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE CAEN NORMANDIE
Département des infrastructures et de la reconstruction - Service biomédical
CS 30001
14033 CAEN Cedex 9
<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Référent technique	Mme Elise COATANNOAN Ingénieur biomédical	coatannoan-e@chu-caen.fr
Référent administratif (suivi du contrat : avenant, révision de prix...)	Mme Catherine FONTAINE Rédactrice marchés	fontaine-ca@chu-caen.fr

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats doivent faire parvenir au plus tard quatre (4) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite par voie dématérialisée par l'intermédiaire de la fonctionnalité « **❓ QUESTIONS** » via la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr/> après que le candidat se soit identifié.

Une réponse sera alors adressée, par voie dématérialisée, à tous les candidats ayant retiré le DCE, deux (2) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres.

2 OBJET

Les prestations ont pour objet **la mise à disposition de holters cardiaques avec interprétation des données pour la filière AVC de l'Unité de Neuro Vasculaire du CHU CAEN NORMANDIE.**

Elles comprennent également :

- La formation des personnels
- La livraison, l'installation et la mise en service du matériel
- Le consommable permettant l'utilisation des holters
- La solution informatique pour l'analyse des données et l'édition du rapport cardiaque

Le descriptif complet des besoins est indiqué dans l'article 2 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CTP).

3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

La consultation est organisée selon **une procédure adaptée** conformément aux articles L2123-1 et R2123-1 1° du code de la commande publique.

Les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG / FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021 s'appliquent au présent marché.

- **Le besoin n'est pas alloti**
- **L'ensemble des prestations conclues au contrat prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conclu sans minimum et un maximum fixé en valeur pour 12 mois.**

Description	Valeur maximum /an en euros HT
Mise à disposition de holters cardiaques avec analyse des données et édition d'un rapport, consommables et solution informatique	30 000 €
PSE1, le cas échéant : interprétation des données par un médecin formé en rythmologie	

Les prestations s'exécutent au fur et à mesure par émission de bons de commandes qui précisent les prestations dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité, s'agissant du nombre de holters et de type de durée (72h ou 7 jours).

➤ **Les variantes sont autorisées**

Toutefois, les spécifications techniques décrites au CCTP sont intangibles. Elles feront l'objet d'une présentation et d'un chiffrage distinct et seront analysées en même temps que les offres de base.

➤ **Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires**

La PSE telle que décrite au CCTP sera levée lors de la notification du marché au soumissionnaire retenu : interprétation de l'examen par un médecin formé à la rythmologie.

Les soumissionnaires sont tenus d'y répondre sous peine de voir rejeter leur offre.

➤ **Présentation sur site :**

Sous réserve de conformité de son offre, une présentation de l'offre et du matériel est à programmer au sein du service utilisateur ainsi que la présentation de la solution informatique au service informatique.

A titre indicatif la présentation sera programmée le jeudi 4 décembre 2025 à 14h00.

Elle devra être effectuée à titre gracieux. La proposition du soumissionnaire pourra être rejetée si cette présentation demandée n'a pu être réalisée dans sa totalité. Tous les frais induits par la présentation seront à la charge du soumissionnaire.

La programmation de cette présentation se fera auprès de l'ingénieur biomédical Mme Elise COATANNOAN : (coatannoan-e@chu-caen.fr).

4 DEROULEMENT DE LA CONSULTATION

4.1 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER

L'ensemble du dossier permettant de répondre à la consultation est téléchargeable gratuitement jusqu'à la date limite de remise des offres sur le profil acheteur du CHU de CAEN : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'identification des candidats n'est pas obligatoire. *Cependant, il leur est **vivement conseillé** de s'identifier sur le portail, ils devront pour cela créer un compte via le menu « Votre espace » afin d'obtenir un couple identifiant/mot de passe et ce afin d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE.*

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par le CHU de Caen, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : Adobe® Acrobat® (.pdf), et/ou Rich Text Format (.rtf), et/ou les fichiers compressés au format ZipR (.zip).

Les formats de fichiers envoyés et acceptés par le CHU de Caen sont les suivants : ZIP, JPEG, DOCX, XLSX, PDF.

4.2 CONTENU DU DOSSIER DE LA CONSULTATION

Chaque dossier de consultation comprend les documents suivants :

- Le présent Document de Consultation et son annexe (règles de nommage des fichiers)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et son annexe (annexe informatique)
- Le bordereau de prix à compléter
- Les pièces servant à la constitution de la candidature (DUME ou DC1 et DC2)

4.3 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

➤ Les pièces relatives à l'appréciation de la candidature :

En application de l'article R.2143-4 du code de la commande publique, le soumissionnaire peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) en lieu et place des documents listés ci-après. Les soumissionnaires ont la possibilité d'utiliser le DUME acheteur présent dans la consultation ou bien celui disponible gratuitement à l'adresse suivante :

<https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ou <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>

Si celui-ci a déjà été transmis lors d'une précédente consultation et tant que les informations présentées demeurent valables, les soumissionnaires sont dispensés de ce nouvel envoi.

A défaut de présentation d'un DUME, les soumissionnaires auront à produire un dossier complet, rédigé en français, comprenant les pièces suivantes :

- La lettre de candidature (formulaire DC1)
- Le numéro unique d'identification délivré par l'INSEE (SIRET)
- La déclaration du candidat ou formulaire « DC2 », présentant les renseignements permettant d'évaluer son aptitude à exercer l'activité et ses capacités économiques, financières, techniques et professionnelles, à savoir :
 - Le chiffre d'affaires concernant les fournitures ou services réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles, le cas échéant ;
 - La liste de références équivalentes à celles de la présente consultation ;
- Le cas échéant, le soumissionnaire pourra joindre à sa proposition les pièces mentionnées à l'article 4-8 du présent document.

En cas de **groupement d'opérateurs économiques**, chacun des membres fournira l'ensemble des pièces ci-dessus énumérées.

Si le soumissionnaire est un groupement conjoint, il est demandé que le mandataire soit solidaire.

Le soumissionnaire a la possibilité de présenter une offre en agissant à la fois en qualité de soumissionnaires individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements.

➤ Les pièces relatives à l'offre :

- Le bordereau de prix (***sous format PDF et Excel***) **
- Les éléments relatifs au marquage CE-DM, CE-DIV (si concerné)
- Les fiches techniques des enregistreurs holters ECG proposés
- Un mémoire technique détaillant :
 - Les contraintes d'installation et de la solution informatique à déployer
 - Le détail de l'organisation de la prestation et de l'ensemble du processus depuis la demande du service jusqu'à la réception du compte rendu de l'examen, dont la date de démarrage des prestations
 - Un exemple de facture détaillée
 - Les qualifications des intervenants pour l'interprétation des examens concernant la PSE1.
- Un Relevé d'Identité Bancaire ou Postal.

**** Les annexes financières seront nécessairement jointes au format Excel modifiable**

- * L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait que la transmission et la signature de l'acte d'engagement **ne sont plus obligatoires**.
- Les soumissionnaires retenus sont informés que l'attribution du marché donnera lieu à la signature d'un acte d'engagement complété du numéro de marché et des annexes le cas échéant.

4.4 DELAI MINIMUM PENDANT LEQUEL LE SOUMISSIONNAIRE EST TENU DE MAINTENIR SON OFFRE

Le délai est de **90 jours** à compter de la dernière offre négociée.

4.5 MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les candidatures et les offres sont **impérativement** et **exclusivement** transmises par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.
L'offre dématérialisée devra être présentée conformément aux dispositions mentionnées en annexe.

4.6 CRITERES D'ATTRIBUTION

L'offre « économiquement la plus avantageuse » sera appréciée, au regard des critères suivants pondérés, après négociations avec l'ensemble des soumissionnaires.

1. Valeur technique : 55 %

- Simplicité de mise en œuvre de l'ensemble du processus 40%
- Délai de rendu d'interprétation des résultats 40%
- Simplicité de la gestion des appareils 20%

2. Prix : 45 %

La note relative au critère financier sera calculée, au regard du coût en euros TTC de 120 holters ECG de 72h, 240 holters de 7 jours, 1 remplacement d'enregistreur holter perdu de la manière suivante :
(Coût le plus bas / Coût de l'offre analysée) X 45

La note finale attribuée se fera sur 100 points avec une répartition "Valeur technique" et "Critère financier" en fonction des pondérations indiquées ci-dessus.

Les offres inappropriées au sens de l'article L2152-4 du code de la commande publique ne pourront faire l'objet d'une étude et seront éliminées.

4.7 DEROULEMENT DES NEGOCIATIONS

A l'issue des négociations le soumissionnaire formalisera sa proposition finale par courriel ou par voie dématérialisée via la plateforme PLACE dans le délai et selon les modalités fixées par l'acheteur. A défaut, seule l'offre initiale sera prise en compte.

Le cas échéant, le CHU de Caen pourra décider d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

4.8 PREUVE DE LA SITUATION DU SOUMISSIONNAIRE AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE

Conformément à l'article R2144-4 du code de la commande publique, le marché **ne pourra être attribué** au soumissionnaire retenu que sous réserve de la vérification par le CHU de CAEN de la régularité des attestations et certificats énumérés ci-dessous, délivrés par les administrations ou organismes compétents :

- Les **attestations et certificats** délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le soumissionnaire a satisfait à ses **obligations fiscales et sociales**.

A défaut, sera transmis un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du soumissionnaire.

5 LISTE DES PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué des pièces contractuelles désignées ci-après, les premières énumérées prévalant sur les suivantes en cas de contradiction :

- 1) L'acte d'engagement daté et signé
- 2) Les annexes qui y sont mentionnées
- 3) Le présent document de consultation
- 4) Le CCTP
- 5) Le CCAG / FCS
- 6) La réponse technique du titulaire

Les modalités, propres au titulaire, qui pourraient être mentionnées sur les documents annexés à l'acte d'engagement, notamment les conditions générales de ventes, et contradictoires avec les documents contractuels ne s'appliquent pas au présent marché.

6 DUREE ET DELAI D'EXECUTION

6.1 DUREE

Le marché prend effet à sa notification. La durée d'exécution est fixée à **24 mois** à compter de sa notification.

A titre indicatif, il est prévu de notifier le marché en semaine 04.

La notification consiste en une remise au titulaire de la copie de l'acte d'engagement signé par le Directeur général du CHU de Caen. Cette transmission est effectuée via le profil acheteur du CHU de Caen. **Le titulaire doit impérativement transmettre une adresse électronique valide pendant toute la durée du contrat. Il indique dans l'acte d'engagement cette adresse mail et s'engage en cas de modification de celle-ci à avertir la cellule des marchés publics du CHU de Caen dans les plus brefs délais.**

Au-delà de sa première période d'exécution ou dans l'hypothèse où le maximum serait atteint avant le terme de la période en cours, le marché sera tacitement reconduit 2 fois 12 mois.

Le CHU de CAEN pourra, sans avoir à motiver sa décision, s'opposer à la reconduction à condition d'en informer le titulaire au moins 3 mois avant la date de fin du contrat.

Le titulaire ne pourra pas renoncer à la reconduction.

6.2 DELAIS D'EXECUTION

Le délai de livraison doit obligatoirement être respecté sous peine de déclencher l'application de pénalités de retard, calculées et appliquées conformément à l'article 14 du CCAG / FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.3. du CCAG / FCS, les pénalités ne sont pas limitées et sont dues quel que soit leur montant.

Le délai de livraison est le délai indiqué dans l'offre du titulaire et commence à courir à compter de la notification du contrat pour les 1^{ers} dispositifs.

Par défaut, et notamment en cas d'absence de réponse, le titulaire s'engage à mettre à disposition dans le service de neurologie un nombre suffisant de holters permettant la prise en charge de 30 patients / mois dans les 15 jours qui suivent la notification du marché.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les prestations pourront alors s'exécuter jusqu'à leur complet achèvement.

7 OPERATIONS DE VERIFICATION DES PRESTATIONS

7.1 CONDITIONS DE LIVRAISON

➤ Les livraisons sont effectuées :

Centre Hospitalier Universitaire de Caen

Nouvelle plateforme logistique

Avenue de la Côte de Nacre* - 14033 CAEN

du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8 heures à 18 heures.

*Accès par la rue du Professeur Edouard Zarifian pendant toute la durée des travaux du CHU de Caen Normandie.

Mention à indiquer : Secteur Biomédical

➤ Exigences préalables à la livraison :

- Prise de rendez-vous obligatoire à compter de 3 palettes ou de 3 tonnes
 - la prise de rendez-vous s'effectue par appel téléphonique (Tél. : 02.31.06.52.55),
 - sur la période du marché si une solution de prise de rendez-vous en ligne est mise à disposition, son usage devient obligatoire pour prendre rendez-vous.

➤ Exigences liées à la livraison :

- Livraisons qualifiées d'urgentes par la personne à l'origine de la commande (accès privilégié de 8h à 10 h30) : mention spécifique sur le bon de commande « URGENT A livrer pour le XX/XX/XX » et du nom de la personne à l'origine de la Commande,
 - Indiquer sur les colis la notion « Urgent » (si la livraison concerne plus de 3 palettes ou représente plus de 3 tonnes, prévenir le logisticien au 02.31.06.52.55),
 - Le nom du fournisseur, le numéro de commande et le nombre de palettes et de colis figurent lisiblement sous pochette transparente plastifiée et adhésive.
- Bon de livraison format papier systématiquement à remettre avec la palette ou le colis livré. Ce dernier comporte les informations suivantes :
 - Date d'expédition,
 - Référence de la commande,
 - Identification de l'entreprise auprès de laquelle la commande a été passée,
 - Identification des fournitures livrées et quand il y a lieu, leur répartition colis,
 - Date de livraison prévue.
- Livraison en palettes EPAL de dimensions :
 - Dimensions de la palette : 1200 X 800 mm (longueur X largeur hors tout),
 - Hauteur de la palette hors tout : 1700 mm.

Posant des questions de manutention et de sécurité, une livraison est par principe refusée si l'état de la palette n'est pas jugé satisfaisant ou si les dimensions ne sont pas respectées. Des exceptions peuvent toutefois être autorisées pour des équipements spécifiques (taille, poids, fragilité) ou pour les petits volumes ne justifiant pas l'usage de palettes.

- Existence obligatoire d'un protocole de sécurité CHU (protocole de chargement et de déchargement) dûment renseigné et signé par le transporteur. 15 jours après la notification du marché, le titulaire est tenu d'adresser ce document à l'adresse suivante PlateformeLogistique@chu-caen.fr. Le titulaire s'engage à veiller à ce qu'un nouveau document soit établi en cas de changement de transporteur.

Le titulaire prend en charge le déchargement des fournitures et en assure la livraison jusque dans les locaux indiqués ci-dessus.

Le titulaire est déclaré responsable des marchandises jusqu'à leur réception. Les avaries, incidents, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du titulaire.

S'agissant de l'équipement : Le titulaire devra impérativement prendre contact au préalable avec l'ingénieur biomédical Elise COATANNOAN (coatannoan-e@chu-caen.fr) afin de fixer les modalités de livraison, d'installation et de mise en service.

A défaut de respecter les dispositions ci-dessus, les livraisons seront refusées.

7.2 CONDITIONS D'ADMISSION

Solution informatique :

~~Le cas échéant, Un procès-verbal de mise en service sera signé contradictoirement par une personne habilitée du service et le titulaire, ou son représentant. L'admission des prestations interviendra après 15 jours de bon fonctionnement après la date de mise en service des équipements (le bon fonctionnement intègre la mise en service, le fonctionnement dans les conditions normales d'exploitation et la formation des utilisateurs).~~

Les opérations de vérification sont exécutées, conformément au chapitre V - CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS, du CCAO / FCS.

A l'issue des opérations de vérification, une décision expresse d'admission d'ajournement, de réfection ou de rejet sera prise. Passé un délai de 15 jours, la décision d'admission est réputée acquise.

8 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

8.1 MODALITES DE DETERMINATION DU PRIX

Les prix s'entendent franco de port, d'emballage et d'assurance pour livraison au CHU de Caen et sont établis en euro.

Les prix comprennent toutes les dépenses, taxes fiscales, charges et aléas relatifs à la bonne exécution des prestations, à quelque titre que ce soit, y compris toutes les sujétions particulières découlant de la nature des produits, des lieux, des circonstances locales et des conditions imposées par l'ensemble des pièces contractuelles. Ils figurent sur le bordereau de remise des prix ou sur tout autre document relatif à l'offre.

Le marché est traité à prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées, selon les durées d'examen définies au bordereau de prix.

Au cours de l'exécution, le titulaire s'engage à appliquer immédiatement et systématiquement ses évolutions tarifaires si elles sont plus favorables au CHU de Caen et à maintenir l'application des remises consenties dans l'offre initiale.

Les prix seront ajustés une seule fois, lors de la 1^{ère} reconduction, par référence aux tarifs que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle sur lesquels seront appliquées les remises indiquées, en pourcentage, sur le bordereau de prix.

Le titulaire s'engage à faire parvenir ses nouveaux tarifs, avec un préavis de deux (2) mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

A défaut de remplir cette obligation, le titulaire est réputé renoncer à l'ajustement. Les prix de règlement sont donc ceux acceptés pour la période précédente.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après vérification et validation expresse. Passé un délai d'un (1) mois à compter de leur date de réception, l'acceptation sera tacite.

Par ailleurs, le titulaire pourra, à son initiative, appliquer au CHU de Caen, une augmentation inférieure à celle devant s'appliquer au regard des dispositions ci-dessus.

➤ **Clause de sauvegarde**

Au cas où le nouveau prix, tel que calculé selon les dispositions prévues, serait supérieur à 3 % du dernier prix, le CHU de CAEN se réserve la possibilité de résilier sans indemnité, la partie du marché non encore exécutée, sans mise en demeure préalable.

Pour tenir compte des délais d'organisation d'une nouvelle consultation, la résiliation n'interviendra que 4 mois après l'application de l'ajustement du prix, avec application d'une hausse plafonnée à 3 % pour les seuls besoins correspondant à la période considérée.

8.2 TRANSMISSION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Conformément à l'article L2192-1 du code de la commande publique, le titulaire fait parvenir les factures afférentes au marché **obligatoirement** par voie dématérialisée selon les modalités décrites ci-dessous :

Il doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée CHORUS PRO (CPP2017) https://portail.chorus-pro.gouv.fr/aife_csm

Pour ce faire les demandes de paiement dématérialisées devront obligatoirement comporter, outre les mentions légales, les informations suivantes

- Le numéro de SIRET identifiant le CHU de Caen en tant que destinataire : 261 400 931 000 18
- Le code service en charge du paiement et permettant de distinguer les différents services du CHU de Caen
- Le numéro d'engagement communiqué par l'établissement « EQUIM / FMC n° ».

ATTENTION : Les factures papiers ne sont plus acceptées, ces factures devront **nécessairement et exclusivement** faire l'objet d'une transmission via Chorus Pro afin d'être payées par l'établissement.

8.3 CONDITIONS DE REGLEMENT

Le paiement de la facture est mis en œuvre dans les délais prévus par les règles de la comptabilité publique (soit 50 jours).

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Les paiements consécutifs à l'admission des prestations objets des bons de commande sont des paiements partiels définitifs.

En cas de paiement d'intérêts moratoires, sera appliqué le taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une somme forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros sera également versée.

Le comptable assignataire chargé du paiement est la Trésorière Principale du CHU de Caen.

Madame la Trésorière Principale	Trésorerie Hospitalière de Caen 145 rue de la Délivrande 14000 Caen	0231471111	t014014@dgfip.finances.gouv.fr
------------------------------------	---	------------	--

9 GARANTIE

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du CCAG / FCS, les prestations sont garanties contre tout vice caché ou défaut à compter du jour de leur admission.

Tout produit défectueux est remplacé gratuitement.

10 AVANCE ET ACOMPTES

10.1 AVANCE

Sans objet

10.2 ACOMPTE

Non concerné

11 RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé de la constitution de garantie.

12 EXECUTION DU MARCHÉ

12.1 EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE OU REGLEMENTAIRE

En cas d'évolution technologique durant la période d'exécution du marché, le titulaire a la possibilité, après accord du représentant du CHU de Caen de modifier ou de remplacer les fournitures faisant l'objet du présent marché par des fournitures jugées plus performantes ou plus adaptées aux besoins conformes au cahier des charges, sans supplément de prix.

Dans ce cas le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant :

- d'une part, que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique,
- d'autre part, que le prix fixé au marché pour l'ancienne référence est maintenu.

Le contrat est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché, que ce soit sur un plan technique et/ou financier, s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché.

Le CHU de CAEN pourra négocier de bonne foi un avenant audit marché afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation

12.2 MODIFICATION DU MARCHÉ

La liste des cas de modifications du marché en cours d'exécution est indiquée à l'article L2194-1 à 9 du code de la commande publique.

Si la réglementation concernant l'une des missions dévolues au titulaire dans le cadre de l'exécution du marché devait changer pendant sa durée d'exécution, le contenu des prestations pourrait évoluer en conséquence. Le montant maximum du contrat ne pourra cependant pas dépasser le seuil européen applicable au 1^{er} janvier 2024.

Enfin, la cession complète du marché est possible sous réserve de l'accord exprès du pouvoir adjudicateur.

12.3 VERIFICATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIE

Le titulaire produira tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des pièces énumérées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail. A défaut, il sera fait application de l'article 12-3 du présent document.

12.4 RESILIATION

La résiliation du marché est susceptible d'intervenir dans les cas et les conditions prévus par les articles 38 à 46 du CCAG / FCS.

Le contrat pourra également être résilié, sans indemnité :

❖ **Sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 41 du CCAG / FCS :**

- en cas de non-transmission des pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail ou en cas d'inexactitude des documents ou renseignements transmis,
- lorsque le titulaire déclare ne pouvoir exécuter ses engagements contractuels.

❖ **Après mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de 15 jours ouvrés :**

- en cas de non-respect répétés des délais d'intervention,
- en cas de mauvaise exécution de la prestation ou de défaillance du titulaire.

12.5 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Lorsque le titulaire n'exécutera pas sa prestation dans les délais prévus et/ou pour les quantités fixées à au marché, ou bien encore n'exécutera pas dans une qualité recevable, le CHU de Caen **pourra à ses besoins aux risques et frais dudit titulaire**, après mise en demeure préalable restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

De ce fait, en cas de différence de prix au détriment du CHU de Caen, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire, par l'émission d'un titre de recettes.

* *
*

NOTE DE PROCEDURE RELATIVE AUX REPONSES ELECTRONIQUES : PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT « PLACE »

I - MODALITES DE REMISE DES PLIS

Les candidatures et les offres sont **impérativement et exclusivement** transmises par voie électronique sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr/>, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page.

1.- Outils requis pour effectuer la réponse électronique

Le soumissionnaire doit s'assurer de disposer sur son poste de travail des outils listés ici, en plus de ses logiciels bureautiques habituels :


- **Une machine virtuelle Java** (Java Runtime Environnement J2SE en version 4 : JRE 1.4.2_04 et supérieure, version 5 : JRE 1.5.0_06 et supérieure, ou version 6 : JRE 1.6.0_01 et supérieure). Ce logiciel est téléchargeable sur le site de SUN (<http://www.java.com/fr/download/index.jsp>).

2.- Présentation des fichiers de réponse

Les soumissionnaires veilleront, autant que possible, à ne transmettre que des éléments ayant trait à l'objet de la consultation ; Ainsi, les activités non directement concernées n'ont pas à être spécifiées et détaillées dans les pièces transmises.

*Les soumissionnaires veilleront à transmettre une **quantité d'annexes mesurée**.*

Le manuel d'utilisation du candidat est disponible à l'adresse <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide&Aide>
Il décrit toutes les étapes à suivre afin de procéder au dépôt d'une réponse électronique.

Afin de déposer sa réponse, le candidat doit se connecter au site Internet <https://www.marches-publics.gouv.fr/> et s'identifier avec son compte (couple identifiant/mot de passe). Il accède à son Espace puis à la procédure concernée pour réaliser la réponse par voie dématérialisée (cliquez sur  Dépôt). Le soumissionnaire procède alors à l'opération de dépôt des fichiers en suivant les instructions de la plateforme.

A noter qu'il n'est pas nécessaire de déposer un fichier compressé (au format ZIP par exemple). Le site Internet compressera de lui-même les fichiers déposés avant leur envoi sur le réseau Internet.

La transmission des documents fera l'objet d'un accusé de réception électronique. La date et l'heure qui sont utilisées par le dispositif d'horodatage proviennent de la plate-forme. Ces dates et heures font, seules, foi pour le traitement de la procédure.

Seul ce récépissé est la preuve de dépôt de la réponse. Il convient de le conserver précieusement pendant toute la durée de la procédure, jusqu'à l'attribution du marché.

Conformément à l'article R. 2151-6 du Code de la commande publique, **l'offre doit être transmise en une seule fois. A défaut, seule la dernière offre réceptionnée sera ouverte.**

3.- Plis volumineux

Il est indiqué au soumissionnaire que la plate-forme ne présente pas de limite concernant la taille des documents à transmettre mais que **la durée de l'étape de transfert dépend très fortement de la taille du fichier de réponse et du débit de la connexion Internet.**

En tout état de cause, la transmission complète devra intervenir avant les dates et heures limites de réception mentionnées en 1^{ère} page, sous peine d'élimination.

4 - Règle de nommage des fichiers du pli dématérialisé

Afin de faciliter le traitement des offres électroniques dans les meilleures conditions, **le soumissionnaire est invité à respecter si possible le modèle de présentation et l'indexation des documents comme indiqué ci-dessous et dans l'annexe « Nommage des fichiers »**

Le nom des fichiers se composent de 3 parties séparées par « _ », comme suit : **DD_XXXX_FFFF**

DD abréviation du nom du dossier (DC pour le dossier de candidature, DF pour le dossier financier et DT pour le dossier technique)

XXXX nom de la pièce (se reporter à l'indexation de l'ANNEXE)

FFFF nom du fournisseur

S'agissant de la désignation des fichiers, l'usage des caractères alphanumériques, c'est-à-dire des dix chiffres arabes allant de 0 à 9 et des 26 lettres de l'alphabet latin sans diacritiques comme les accents ou le tréma est seul autorisé.

Le cas échéant, les cadres de réponse / questionnaires obligatoires doivent impérativement être complétés et ne pas uniquement faire référence à des renvois.

Enfin, les soumissionnaires apporteront une attention particulière lors de la formalisation des annexes financières. La trame de base ne sera pas modifiée et les bordereaux seront transmis au format tableur, exploitable informatiquement.

II - TRAITEMENT DES PROGRAMMES INFORMATIQUES MALVEILLANTS (VIRUS)

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre, sera traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il est rappelé aux candidats que, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, lorsqu'elles ne sont pas accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté par le CHU de Caen peuvent faire l'objet d'une réparation.

Le CHU de Caen conserve alors la trace de la malveillance du programme et, s'il décide de tenter une réparation, conserve également la trace des opérations de réparation réalisées.

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, le candidat ne doit utiliser ni les exécutables notamment les « exe », « com », « bat », « pif », « vbs », « scr », « msi », « eml » ni les « macros ».

Les antivirus utilisés au CHU de Caen sont SYMANTEC ANTIVIRUS (serveur mis à jour quotidiennement), présent sur tous les micro-ordinateurs de l'établissement, et TREND MICRO INTER SCAN (mise à jour toutes les heures) pour toutes les informations amenées par messagerie ou Internet.

Si la récupération des fichiers n'est pas possible ou s'ils n'ont pas fait l'objet d'une réparation, et si le soumissionnaire a transmis dans les conditions spécifiées ci-après, une copie de sauvegarde, celle-ci sera ouverte par le CHU de Caen.

III - COPIE DE SAUVEGARDE

Le soumissionnaire dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse électronique. La copie de sauvegarde est une copie des fichiers de la réponse destinée à se substituer, en cas d'anomalie, aux fichiers transmis par voie dématérialisée au CHU de Caen.

La copie de sauvegarde sera impérativement envoyée à l'adresse et dans les délais indiqués en 1^{ère} page du document de consultation sur support papier ou sur support physique électronique.

Cette copie remise sous pli scellé, devra comporter obligatoirement la mention lisible,

« Copie de sauvegarde – Procédure Adaptée - BIO2025-xxx – objet du marché xxxxxx - NE PAS OUVRIR »
(Reprendre les données figurant en 1^{ère} page)

Cette copie devra être remise contre récépissé au secrétariat de la cellule marchés publics, avant la date et l'heure limite figurant en 1^{ère} page

Les documents remis devront respecter précisément les exigences du présent document.

Cette copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve d'être parvenue dans les délais de dépôt :

- en cas de défaillance du système informatique ou si un virus est détecté dans les documents électroniques transmis par le candidat ; la trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le CHU de Caen ;
- en cas d'offre dématérialisée non parvenue dans les délais de dépôt ;
- en cas d'offre dématérialisée n'ayant pu être ouverte.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits par CHU de Caen.

IV - « REMATERIALISATION » DES DOCUMENTS ELECTRONIQUES

Les documents transmis par voie électronique ou sur support physique électronique pourront être « re-matérialisés » après l'ouverture des plis.

A la demande de la cellule marchés, l'attributaire retenu devra signer*** l'acte d'engagement du marché complété du numéro de marché et des annexes le cas échéant.

***La signature de l'acte d'engagement (ATTRI1) pourra être réalisée de manière électronique ou manuscrite si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique. (<https://entreprendre.service-public.fr/vosdroits/F23784>)

Dans l'hypothèse d'une signature électronique, le certificat de signature utilisé par l'attributaire doit répondre aux conditions prévues par l'annexe 12 du code de la commande publique (arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Seuls les certificats de signature électronique conformes au règlement [eIDAS](#) sont autorisés ; les formats de signature acceptés sont : PAdES, CAdES, XAdES.

Si l'attributaire ne dispose pas de la signature électronique, il devra faire parvenir au CHU de CAEN un document signé manuscritement de manière originale.